Genève, ville internationale : une vocation difficile = Genf, internationale Stadt : eine schwierige Mission

Autor(en): **Ziegler, Jean**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Das Werk : Architektur und Kunst = L'oeuvre : architecture et art**

Band (Jahr): **61 (1974)**

Heft 7: **Bauten der internationalen Institutionen = Bâtiments des Intitutions internationales : Hommage à Louis I. Kahn (1901-1974)**

PDF erstellt am: **20.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-87774

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Genève, ville internationale

Une vocation difficile

Par Jean Ziegler, Conseiller national

La présence massive d'organisations internationales divise la cité. Les adversaires de cette présence conjurent le danger de la surpopulation étrangère. Les partisans invoquent l'argument contraire: «Si demain les organisations internationales quittaient la ville, Genève se transformerait en nécropole.» Les deux camps ont tort. Voici les chiffres: La population globale de la République était de 342265 personnes en 1973. De ce total, 35%, soit 120424, étaient des étrangers. Parmi les étrangers, il existe 33278 Italiens, 21308 Français (il faut y ajouter 22000 frontaliers qui rentrent chez eux à Annemasse, Bellegarde, St-Julien tous les soirs), 20016 Espagnols, 6106 Britanniques, 4223 Américains, 701 Russes, 452 Japonais. Mais chose étonnante: dans ce très fort contingent étranger, les fonctionnaires internationaux ne constituent qu'une fraction relativement faible. Ils sont 10249 travaillant dans plus de 180 organisations intergouvernementales ou non gouvernementales. Si l'on compte leurs familles, le chiffre atteint 19027 personnes. Il faut y ajouter le personnel des missions diplomatiques: 2120 diplomates et employés disposant de la carte diplomatique. A déduire enfin de ce chiffre les 1790 Suisses qui travaillent dans l'une ou l'autre des organisations internationales et qui jouissent du statut de fonctionnaire international.

Problème démographique?

Contrairement à l'opinion courante, la position internationale de Genève ne pose donc aucun problème démographique. L'histoire d'ailleurs le prouve: Genève, capitale internationale, au rayonnement mondial, existait bien avant que n'arrivent, dans ses rues perpétuellement défoncées, les grosses voitures américaines à plaques CD. En 1536, date de la proclamation de la République, Genève ne comptait que quelque 14000 habitants. Et pourtant: de ses murs partit une révolution idéologique qui changea en quelques décennies le paysage politique et social de l'Europe; l'idéologie endogène de l'oligarchie genevoise devint le système d'autointerprétation de nombreuses autres classes dirigeantes d'Europe et d'Amérique. Même phénomène, mais avec des acteurs de milieux différents, quelque deux siècles plus tard: lorsque Rousseau partit à l'assaut de l'Europe patricienne et monarchique, Genève n'était toujours qu'une ville d'importance moyenne. Troisième étape enfin: au sortir de la première guerre mondiale, deux représentants particulièrement intelligents de la nouvelle classe dirigeante, Gustave Ador et William Rappard, convainquirent le président américain Wilson d'installer à Genève la nouvelle organisation de la Société des Nations. Genève fut choisie contre Bruxelles; le peuple genevois ratifia ce choix avec une majorité de 5 contre 1. L'installation au Palais des Nations, en 1946, de l'Organisation des Nations unies et de toutes les autres organisations qui se groupent autour du Palais ne fut dès lors qu'une suite institutionnelle logique de l'heureuse opération Wilson/Ador/Rappard.

Aujourd'hui les différentes organisations installées à Genève versent annuellement des salaires de plus de 200 millions de francs. Elles font vivre d'innombrables commerces et contribuent puissamment à l'économie genevoise. Un seul exemple: le nouveau building du BIT coûte, à lui seul, 135 millions de francs.

Le conflit de l'impôt

Cependant les tensions politiques que provoque dans la communauté genevoise la présence massive d'organisations et de fonctionnaires internationaux sont réelles. Elles sont dangereuses. Et elles constituent pour tout responsable politique genevois un problème sérieux. Ces tensions entre segments différents d'une même population vivant sur un espace réduit et provenant de nationalités très différentes ont des racines sociologiques précises. Je refuse de les évacuer par la fallacieuse référence à l'antinomie entre les «xénophobes» et les «internationalistes». Les «xénophobes» seraient les membres du parti Vigilance; les hommes et les femmes épris de solidarité internationale seraient les membres des autres partis politiques de la République. Certes, comme dans toute communauté humaine, le cancer du racisme et de la haine de l'étranger existe chez nous: mais il est moins développé à Genève que partout ailleurs en Suisse. Essayons de cerner les principaux éléments du débat.

Il y a d'abord, bien sûr, le lancinant conflit de l'impôt. Les fonctionnaires internationaux paient des impôts, mais cet impôt n'est pas versé à la Suisse; c'est le système dit de «l'imposition interne». Prenons un exemple: Une commune comme Meyrin compte 34% d'habitants qui ne paient pas d'impôt genevois ou suisse. La réaction d'une partie des 66% d'habitants et contribuables restants est donc compréhensible. Ils disent (Conseil communal compris): «Tous les habitants de Meyrin profitent de l'école, des routes, de l'épuration des eaux, etc., mais un peu plus de la moitié seulement contribuent à leur financement.» Un même raisonnement est tenu au niveau du canton. Les subventions versées par la Confédération ne changent rien à l'affaire. Il faut revoir ce problème.

Lorsque en 1946 le Conseil d'Etat, ensemble avec le Conseil fédéral, négociait l'installation à Genève des organisations internationales, il fallait faire des concessions nombreuses et étendues au chapitre des locaux, des immunités, de l'impôt. Personne ne savait alors quel serait l'avenir économique de Genève (en 1946, il était plutôt sombre). Il fallait donc obtenir à tout prix la venue à Genève de l'ONU et de ses organisations alliées. Or, les temps ont changé. L'immunité diplomatique doit être revue à tous les niveaux. Le privilège de l'impôt doit disparaître; il n'y a en effet plus aucune raison pour que les fonctionnaires internationaux ne paient pas d'impôts à Genève, dans leur commune de domicile, comme tout le monde. Leur caisse de retraite, qui investit son argent à la bourse de New York, doit également être obligée de réinvestir une partie de ses fonds énormes dans la construction de logements à Genève.

Deuxième problème: le plan de développement de Genève. Chaque fois qu'il est question d'une nouvelle étape de l'agrandissement de l'aéroport de Cointrin – pour ne prendre que cet exemple-là – une majorité du Conseil d'Etat dit: «Il faut agrandir, le rayonnement international de Genève, son rôle d'hôte aux grandes conférences internationales l'exigent.» Eh bien non! Près de 50000 personnes, habitant la partie occidentale du canton, ne dorment plus (ou alors d'une façon insuffisante) la nuit, à cause du bruit, des nuisances, de l'air pollué de l'aéroport. Cela ne peut plus continuer. Il faut arrêter net la croissance des mouvements d'avions à Cointrin; il faut interdire tout agrandissement ou multiplication des pistes. La même exigence doit être appliquée aux bâtiments: la FIPOI fait un travail remarquable; le nouveau centre de conférence est une réussite. Le Super-Cern est nécessaire. Mais à partir de maintenant, le point de saturation semble atteint. Si une nouvelle organisation veut s'installer à Genève, il nous faut accepter qu'elle aille à Vienne, à Rome ou à Bruxelles. Notre canton ne doit pas devenir un unique champ de béton.

La pseudo-neutralité

Troisième problème: Il est plus difficile à cerner puisqu'il concerne la subtile dialectique entre la conscience collective du peuple genevois (et suisse) et la politique poursuivie par les organisations internationales. Ces organisations remplissent – mises à part quelques organisations peu nombreuses, parasitaires et qui ne servent absolument à rien – un rôle historique fondamental: elles élaborent le droit international nouveau (Commission du droit international, Commission internationale de Juristes, Comité international de la Croix-Rouge); elles essaient de résoudre des conflits actuels, de réduire les risques de guerre (Conférence sur le désarmement); elles œuvrent pour plus de jus-

tice économique et sociale en faveur des peuples dans la misère (CNUSED, GATT); elles luttent enfin d'une façon courageuse et continue pour sauver de la famine, de l'exploitation et de la mort des millions d'êtres directement menacés (Conseil mondial des Eglises, Haut Commissariat pour les réfugiés, Organisation internationale du Travail, Organisation mondiale de la santé).

Mais ces efforts sont-ils compris par nos concitoyens? Je ne le crois pas. Or, ce manque d'enthousiasme pour la vocation planétaire de Genève et de la Suisse est dû pour une large part à l'absence d'une politique étrangère active.

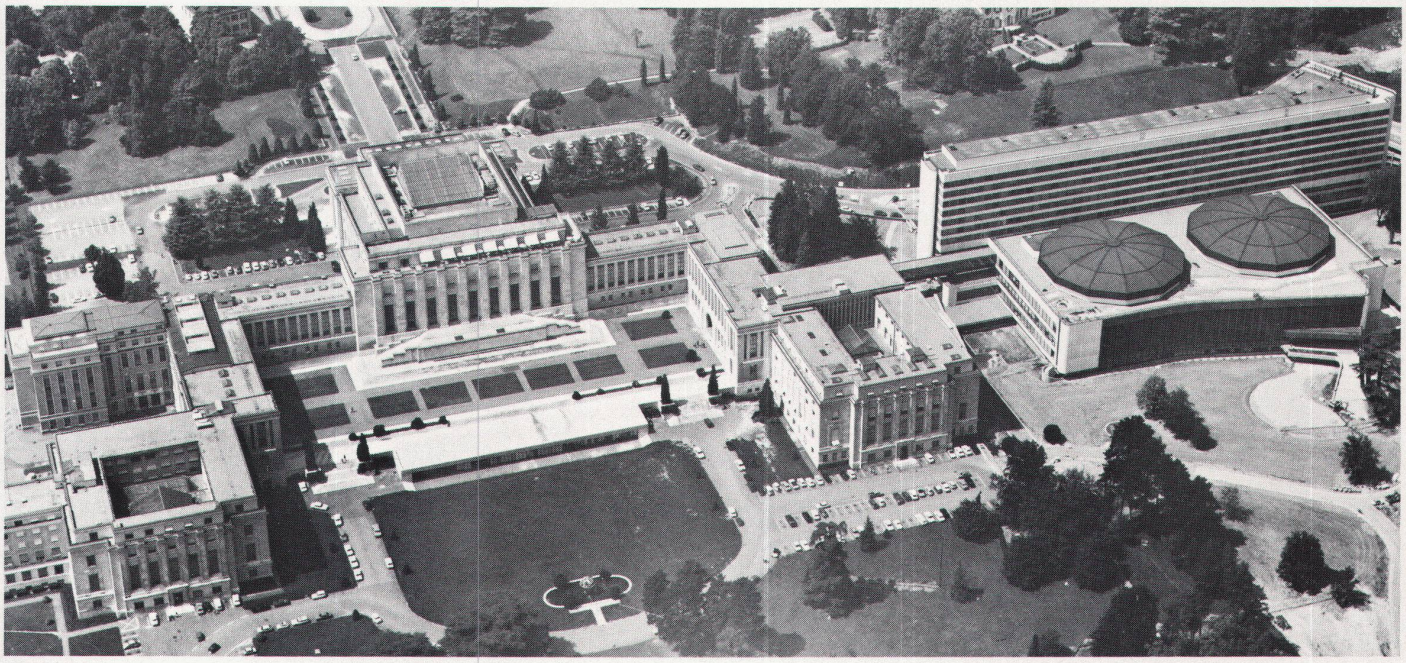
Du temps de la Société des Nations, la Suisse jouait dans l'édification de la paix un rôle considérable. Ses délégués étaient écoutés avec attention, avec passion, à côté d'un Briand, d'un Stresemann, d'un Stoppani. Aujourd'hui? Le Conseil fédéral, le parlement, si soucieux du strict respect des intérêts étroits de l'industrie d'exportation et de la grande banque, se cantonnent dans une politique de pseudo-neutralité, poursuivant au jour le jour une prudente politique d'appui aux groupes financiers et industriels privés. Le citoyen ne se reconnaît pas dans une telle politique.

Prenons des exemples: Comment créer l'enthousiasme pour la lutte magnifique du Conseil mondial des Eglises contre le racisme, si, en même temps, le Conseil fédéral favorise l'investissement suisse en Afrique du Sud (la Suisse y est le 3e investisseur étranger)? Comment faire comprendre à la population le courageux travail du Prince Saddrudhine Aga Khan en faveur des réfugiés, si, en même temps, on introduit l'obligation de visa à l'endroit des démocrates chiliens persécutés, politique qui rappelle fâcheusement celle appliquée aux juifs durant la deuxième guerre? Comment enfin faire admettre à la population que l'organisation des Nations unies remplit une tâche irremplaçable, si, en même temps, on repousse d'année en année la votation sur l'entrée de la Suisse à l'ONU?

Dans le monde de l'horreur où nous vivons, le travail obstiné des organisations internationales en faveur des hommes exploités, torturés, affamés est essentiel. Mais il reste le problème fondamental: celui de notre politique de pseudo-neutralité, pire: de la soumission de notre politique extérieure aux intérêts étroits de quelques puissants groupes financiers et industriels. Ce n'est qu'au prix de l'abandon de cette politique que nous pourrons faire comprendre à chaque citoyen la vraie vocation de notre peuple qui est celle d'une solidarité quotidienne et militante avec les hommes souffrants et les organisations internationales qui les défendent.

J. Z. ■

Depuis sa venue à Genève en 1946 l'ONU n'a cessé de s'agrandir (Photo Comet)



Genf, internationale Stadt

Eine schwierige Mission

Von Jean Ziegler, Nationalrat

Die massive Anwesenheit internationaler Organisationen in Genf schafft in der Stadt Uneinigkeit. Die Gegner dieser Anwesenheit beschwören die Gefahr der Überfremdung herauf. Die Befürworter sagen das Gegenteil. «Wenn die internationalen Organisationen Genf morgen verliessen, würde die Stadt zum Friedhof werden.» Beide Seiten haben unrecht. Die Zahlen sind folgende: die Gesamtbevölkerung der Republik zählte 1973 342265; davon waren 35%, das heisst 120424, Ausländer; unter den Ausländern waren 33278 Italiener, 21016 Franzosen (wozu noch 22000 Grenzgänger gezählt werden müssen, die abends nach Annemasse, Bellegarde, St-Julien heimkehren), 20016 Spanier, 6106 Briten, 4223 Amerikaner, 701 Russen, 452 Japaner. Aber erstaunlicherweise machen die internationalen Beamten nur einen relativ geringen Teil in diesem starken Kontingent aus. In mehr als 180 zwischenstaatlichen oder nichtstaatlichen Organisationen arbeiten 10249 Beamte. Ihre Familien mitgerechnet, kommt man auf 19027 Personen. Dazu kommt noch das Personal der diplomatischen Legationen: 2120 Diplomaten und Angestellte, die über den Diplomatenpass verfügen; von dieser Zahl müssen schliesslich noch die in der einen oder anderen internationalen Organisation tätigen Schweizer abgezogen werden, die auch den Rang eines internationalen Beamten besitzen.

Ein demographisches Problem?

Im Gegenteil zur landläufigen Meinung stellt die internationale Stellung Genfs kein demo-

graphisches Problem. Dies wird schon durch die Geschichte bewiesen. Genf, internationale Metropole weltweiter Ausstrahlung, bestand schon lange bevor in seinen ewig verstopften Strassen die amerikanischen Strassenkreuzer mit CD-Schildern auftauchten. 1536, im Jahre der Ausrufung der Republik, zählte Genf nur 14000 Einwohner. Und dennoch: aus seinen Mauern kam eine ideologische Revolution, die in wenigen Jahrzehnten die politische und soziale Landschaft Europas veränderte.

Die interne Ideologie der Genfer Oligarchie wurde zum System der Selbsterkennung vieler anderer herrschender Klassen Europas und Amerikas. Die gleiche Erscheinung, jedoch mit Mitspielern aus anderen Kreisen, zwei Jahrhunderte später: Als Rousseau zum Ansturm auf das aristokratische und monarchische Europa auszieht, ist Genf immer noch eine Stadt mittleren Ranges. Dritte Etappe schliesslich: Am Ausgang des Ersten Weltkriegs überzeugten zwei besonders kluge Vertreter der neuen herrschenden Klasse, Gustave Ador und William Rappard, den amerikanischen Präsidenten Wilson, den Sitz der neuen Völkerbundorganisation nach Genf zu legen. Genf wurde vor Brüssel gewählt; das Genfervolk ratifizierte diese Entscheidung mit einer Mehrheit von 5:1. Der Einzug der UNO in den Völkerbundpalast im Jahr 1946 sowie aller anderen um sie herum gruppierten Organisationen war von da an nur eine institutionelle, logische Folge des glücklichen Unternehmens Wilson/Ador/Rappard.

Heute zahlen die verschiedenen in Genf angesiedelten Organisationen jährlich mehr als 200 Millionen Franken für Gehälter. Sie lassen unzählige Geschäfte leben und tragen kräftig zur Genfer Wirtschaft bei. Nur ein Beispiel: das neue IAA-Gebäude allein kostet 135 Millionen Franken.

Der Steuerstreit

Trotzdem sind die politischen Spannungen, welche in der Genfer Bevölkerung durch die massive Anwesenheit internationaler Organisationen und Beamten hervorgerufen werden, reell. Und sie stellen für jeden politisch Verantwortlichen Genfs ein ernstes Problem dar. Jene Spannungen zwischen verschiedenen Teilen einer selben Bevölkerung, auf engem Raum lebend und von verschiedenster Herkunft, haben präzise soziologische Ursachen. Ich weigere mich, sie mit der Anspielung auf die Antinomie zwischen den «Fremdenhassern» und den «Internationalisten» abzutun. Die «Fremdenhasser» wären demnach Mitglieder der Partei Vigilance; die von internationaler Solidarität durchdrungenen Männer und Frauen jedoch Mitglieder der anderen politischen Parteien der Genfer Republik. Gewiss, wie in jeder menschlichen Gemeinschaft gibt es auch in Genf die Plage des Rassen- und Fremdenhasses, sie ist hier jedoch schwächer als in der übrigen Schweiz. Versuchen wir, die Hauptelemente der Diskussion zu umreissen.

Da gibt es natürlich zuerst einmal den lästigen Streit um die Steuern. Die internationalen Beamten zahlen Steuern, diese Steuern werden jedoch nicht an die Schweiz ausgezahlt. Es handelt sich um das sogenannte System der «internen Besteuerung». Nehmen wir ein Beispiel: eine Kommune wie Meyrin hat 34% Einwohner, die keine Genfer oder Schweizer Steuern zahlen. Die Reaktion eines Teils der bleibenden 66% Einwohner und Steuerzahler ist daher verständlich; sie sagen (Kommunalrat inbegriffen): «Sämtliche Einwohner Meyrins benutzen die Schule, die Strassen, die Wasseraufbereitung usw., aber nur etwas über die Hälfte aller tragen zu ihrer Finanzierung bei.» Ähnliche Ausführungen hört man auf kantonaler Ebene. Die vom Bund gezahlten Subventionen ändern daran nichts. Das Problem muss neu geprüft werden.

Als im Jahre 1946 der Genfer Staatsrat gemeinsam mit dem Bundesrat über die Ansiedlung internationaler Organisationen in Genf verhandelte, mussten zahlreiche und beträchtliche Konzessionen in bezug auf Räumlichkeiten, Immunitäten und Steuern gemacht werden. Niemand wusste damals, wie die wirtschaftliche Zukunft Genfs aussehen würde (1946 sah sie eher düster aus). Es musste also um jeden Preis die Ansiedlung der UNO und der mit ihr verbundenen Organisationen erreicht werden. Nun haben sich aber die Zeiten geändert. Die diplomatische Immunität muss auf allen Ebenen neu überprüft werden. Das Steuerprivileg muss wegfallen, es gibt keinen Grund dafür, dass die internationalen Beamten Genfs in der Kommune, in der sie ansässig sind, nicht auch Steuern zahlen wie jedermann. Ihre Pensionskasse, die ihr Geld an der New-Yorker Börse investiert, muss ebenfalls gezwungen werden, einen Teil ihrer enormen Gelder in den Genfer Wohnungsbau zu investieren. Zweites Problem: der Plan der Genfer Entwicklung. Jedesmal, wenn die Frage nach einer neuen Ausbauetappe des Genfer Flughafens gestellt wird – um nur dieses Beispiel zu nennen –, sagt eine Mehrheit im Staatsrat: «Es muss erweitert werden, die internationale Ausstrahlung Genfs, seine Rolle als Gastgeber für die grossen internationalen Tagungen erfordert es.» Gerade nicht! Etwa 50000 Bewohner des Westteils des Kantons können nicht mehr schlafen (oder wenigstens ungenügend) wegen des Lärms und der Luftverschmutzung durch den Flughafen. So kann es nicht weitergehen. Das stete Anwachsen des Flugverkehrs in Cointrin muss gestoppt werden. Die Verlängerung oder Vermehrung von Rollbahnen muss unterbunden werden. Dieselbe Forderung sollte auch für die Bautätigkeit gelten: die FIPOI leistet Hervorragendes, das neue Kongresszentrum ist sehr gelungen. Der Super-Cern ist eine Notwendigkeit. Aber von nun an scheint der Sättigungspunkt erreicht. Wenn eine neue Organisation sich in Genf ansiedeln möchte, müssen wir es akzeptieren, dass sie nach Wien, Rom oder Brüssel zieht. Unser Kanton darf keine Betonwüste werden.

Die Pseudoneutralität

Drittes Problem: es ist schwer zu umreissen, denn es betrifft die subtile Dialektik zwischen dem kollektiven Bewusstsein des Genfervolkes (und des Schweizervolkes) und die Politik der internationalen Organisationen. Jene Organisationen, abgesehen von einigen wenigen parasitären und absolut zwecklosen, spielen eine grundlegende historische Rolle: sie erarbeiten das neue Völkerrecht (Völkerrechtskommission, Internationale Juristenkommission, Internationales Rotes-Kreuz-Komitee). Sie versuchen, die aktuellen Konflikte beizulegen, das Kriegsrisiko herabzusetzen (Abrüstungskonferenz); sie wirken für grössere wirtschaftliche und soziale Gerechtigkeit für die im Elend lebenden Völker (CNUSED, GATT), sie kämpfen ebenfalls mutig und ausdauernd für die Rettung von Millionen direkt durch Hungersnot, Ausbeutung und Tod bedrohten Menschen (Weltkirchenrat, Hohes Kommissariat für Flüchtlinge, Internationale Arbeitsorganisation, Weltgesundheitsorganisation). Werden aber diese Bestrebungen von unseren Mitbürgern verstanden? Ich glaube kaum. Nun erfolgt aber das Fehlen von Begeisterung für die planetarische Mission Genfs und der Schweiz grossenteils aus der Inexistenz einer aktiven Aussenpolitik.

Zur Zeit des Völkerbundes spielte die Schweiz bei der Friedensarbeit eine beträchtliche Rolle; ihre Delegierten wurden neben Briand, Stresemann, Stoppani aufmerksam, leidenschaftlich angehört. Und heute? Der Bundesrat, das Parlament, so sehr auf die strikte Wahrnehmung der engen Interessen der Exportindustrie und der Finanz bedacht, ziehen sich auf eine Politik der Pseudoneutralität zurück, auf kurze Sicht eine vorsichtige Politik der Unterstützung privater Gruppen der Finanz und der Industrie verfolgend.

Der Staatsbürger kann in einer solchen Politik sich nicht wiedererkennen. Nehmen wir ein paar Beispiele: Wie soll man für den grossartigen Kampf des Weltkirchenrates gegen Rassenhass Begeisterung wecken, wenn der Bundesrat gleichzeitig schweizerische Investitionen in Südafrika begünstigt (die Schweiz steht dort an dritter Stelle der ausländischen Geldanleger)! Wie soll man der Bevölkerung die mutige Arbeit des Prinzen Saddrudin Aga Khan für die Flüchtlinge nahebringen, wenn gleichzeitig Visumzwang für verfolgte chilenische Demokraten eingeführt wird – eine Politik, die gar zu sehr an die auf die Juden angewendete Politik während des Zweiten Weltkriegs erinnert! Wie soll man der Bevölkerung verständlich machen, dass die UNO eine unersetzbare Aufgabe erfüllt, wenn von Jahr zu Jahr die Abstimmung über den Eintritt der Schweiz in die UNO hinausgeschoben wird! In der Welt des Grauens, in der wir heute leben, ist die Arbeit der internationalen Organisationen für ausgebeutete, gefolterte, verhungernde Menschen wesentlich. Das grundlegende Problem besteht aber weiter: unsere Politik der Pseudoneutralität, schlimmer noch, die Unterordnung unserer Aussenpolitik unter die engen Interessen einiger Finanz- und Industrielobbys. Nur durch die Aufgabe dieser Politik können wir jedem Bürger klarmachen, dass die wahre Mission unseres Volkes in einer täglichen und kämpfenden Solidarität mit der leidenden Menschheit und den sie verteidigenden internationalen Organisationen liegt. ■